

## Macron, Villiers et le piège des 3%



- Crédits photo : Gonzalo Fuentes/REUTERS

---

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par [Jean-Michel Quatrepoint \(#figp-author\)](#)

Publié le 21/07/2017 à 17h58

---

FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour le journaliste économique Jean-Michel Quatrepoint, la crise entre Emmanuel Macron et les armées est surtout due à l'impossibilité de tenir une équation budgétaire impossible.

---

*Jean-Michel Quatrepoint est journaliste économique. Il a travaillé entre autres au Monde, à La Tribune et au Nouvel Économiste. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont La crise globale en 2008 qui annonçait la crise financière à venir. Il est membre du Comité Orwell. Dans son livre, Le Choc des empires. États-Unis, Chine, Allemagne: qui dominera l'économie-monde? (Le Débat, Gallimard, 2014), il analyse la guerre économique que se livrent les trois grands empires qui règnent en maîtres sur la mondialisation. Son dernier livre, **[A \(http://www.fayard.fr/alstom-scandale-detat-9782213686882\)](http://www.fayard.fr/alstom-scandale-detat-9782213686882) Istom, scandale d'État - dernière liquidation de l'industrie française (http://www.fayard.fr/alstom-scandale-detat-9782213686882)**, est paru en septembre 2015 aux éditions Fayard.*

---

Le général Pierre de Villiers est tombé au champ d'honneur... des 3 %. Ce trop fameux critère de Maastricht, inventé il y a plus de trente ans par la technocratie française, est la cause du «clash» avec Emmanuel Macron. Ce dernier est prisonnier de ses engagements vis-à-vis de l'Allemagne et de Bruxelles, dont il a fait la pierre angulaire de sa stratégie.

Pour relancer le couple franco-allemand, redonner à la France une place éminente, il estime qu'il n'y a pas d'autre solution que d'obéir aux dogmes: à commencer par les 3 % de déficit budgétaire et la réforme du marché du travail. C'est le prix à payer, estime-t-il pour se faire à nouveau respecter par les Allemands. «En même temps», le président doit respecter les promesses faites en matière de fiscalité du capital (réforme de l'ISF, flat tax de 30% sur les revenus de capitaux mobiliers).

Un instant, son gouvernement, face à une équation budgétaire impossible, a été tenté de repousser ses promesses. Les milieux d'affaires ayant vivement réagi, Emmanuel Macron a réaffirmé que son programme de baisses d'impôts ciblées seraient tenues. Dès lors, face à un budget 2017 qui - ce que chacun savait - dérapait, Emmanuel Macron n'avait plus qu'une option: sabrer dans les dépenses publiques et mettre les collectivités territoriales à la dette. C'était, à vrai dire, ce que l'on attendait de lui à Bruxelles et à Berlin. Mais pas dans les grands ministères régaliens. À commencer par les Armées, qui ont un autre agenda, avec également un chiffre: 2% du PIB pour le budget de la Défense. Un objectif qui correspond aux règles de l'OTAN et qui doit s'appliquer à tous les pays européens.

---

## **L'armée française s'est peu à peu paupérisée, comme la police, la justice et les affaires étrangères.**

---

Pour comprendre ce qui se joue, il faut faire un bref retour en arrière. En 1995, les militaires ont obtenu de Jacques Chirac la fin du service militaire et la professionnalisation des Armées. Avec, du moins l'espérait-il, une double retombée. D'une part une amélioration des soldes et des conditions de vie. De l'autre, une modernisation des équipements. C'était sans compter sur Bercy, qui voyait dans le budget de la Défense une variable d'ajustement. Ainsi, chaque année, au nom de la lutte contre les déficits, on rognait allégrement les dépenses d'équipement. Ce qui ne faisait qu'en accroître, in fine, le coût. C'est ainsi que l'armée française s'est peu à peu paupérisée, comme la police, la justice et les affaires étrangères.

Sous le quinquennat de François Hollande, le rapport de forces avait quelque peu changé: lutte antiterroriste et opérations extérieures obligent! Jean-Yves Le Drian et son très puissant directeur de cabinet Cédric Lewandoski gagnaient la plupart des arbitrages. D'autant que le ministre se révélait un remarquable VRP pour les industriels de la Défense. La jeune technocratie de Bercy rongea son frein. En attendant de prendre sa revanche. L'élection d'Emmanuel Macron allait lui en donner l'occasion.

Pierre de Villiers, lui, au contact direct des troupes, connaissait parfaitement l'état d'obsolescence d'une partie des équipements. Au-delà des forces spéciales et des quelque Rafales qui interviennent sur les théâtres extérieurs, l'Armée manque de tout. Les hommes sont épuisés par l'opération Sentinelle. À l'automne, quand la campagne présidentielle a démarré, le chef d'État-major militait pour porter le budget de la Défense à 2% dès 2018. Puis il avait repoussé les délais à 2022. Ce que tous les grands candidats à l'élection présidentielle avaient repris à leur compte. À l'exception d'Emmanuel Macron qui avait déjà fixé à 2025 l'échéance. En 2016, nous étions à 1,78%. Ce pourcentage va baisser en 2017. Pour tomber avec les dernières économies réclamées (850 millions) à moins de 1,75%.

Certes, Emmanuel Macron a promis qu'en 2018 les Armées seraient le seul budget en augmentation et qu'il atteindrait 34,02 milliards contre 32,5 en 2017. En réalité, ce ne sera qu'un rattrapage et la montée en puissance pour atteindre les 2% en 2025 est sujette à caution. Pour les Armées, le compte n'est pas bon, car les dépenses d'équipement sont considérables si l'on veut maintenir la France dans le peloton de tête des grandes nations militaires. À un moment où bien des pays réarment. À partir de 2020, la modernisation de la force de frappe va absorber 6 milliards d'euros au minimum par an, contre 3,5 actuellement. Il faut d'urgence lancer le successeur du Charles de Gaulle, l'idéal étant d'avoir enfin deux porte-avions, afin qu'il y en ait toujours un d'opérationnel. Les chars, véhicules blindés arrivent en bout de course. Notre flotte aérienne se rétrécit. En matière de cyber défense ou de drones, nous avons beaucoup à faire.

---

## **Après avoir laissé tomber, depuis un quart de siècle, des pans entiers de l'industrie, s'apprête-t-on à liquider, sous couvert de coopération européenne, nos industries de défense ?**

---

Voilà pourquoi la décision d'Emmanuel Macron de sabrer dans les dépenses d'équipement, avec une phrase sibylline, qui semblait reprocher au chef d'État-major d'être trop à l'écoute des industriels de la Défense, est inquiétante. Y a-t-il un agenda caché dans tout cela? Après avoir laissé tomber, depuis un quart de siècle, des pans entiers de l'industrie, s'apprête-t-on à liquider, sous couvert de coopération européenne, nos industries de défense? L'Allemagne ne cache plus ses ambitions dans ce domaine. D'ores et déjà, son budget de la Défense dépasse celui de la France. Il atteint, cette année, 37 milliards, dont 11,1 milliards pour les seuls équipements. Une Allemagne qui n'a pas la charge de la dissuasion nucléaire, ni des opérations extérieures. En 2020, ce budget atteindra 39 milliards. Cette montée en puissance permet aux industriels allemands de se

positionner sur leurs secteurs traditionnels (sous-marins, chars), mais aussi sur des créneaux qu'ils avaient délaissés jusqu'alors. Avec des succès à l'exportation surprenants. C'est un fusil allemand qui va désormais équiper les armées françaises!

Le prochain scénario que l'on va nous communiquer, nous vendre est celui de l'indispensable coopération franco-allemande en matière de défense. Ce fut l'objet d'un conseil franco-allemand à Paris, à la veille du 14 juillet, avec l'annonce du projet d'un futur avion de combat commun, d'un programme sur la cyber guerre, sur les drones, les avions de transport, etc. Puisque nous n'avons plus les moyens financiers, il nous faut donc partager les coûts avec ceux qui ont l'argent. Ce que l'on n'a peut-être pas compris à Paris, c'est qu'à terme c'est un marché de dupes. Le même que celui que nous avons fait lors de la création d'EADS. La France a perdu le pouvoir au sein d'Airbus, en partie par sa faute. Les Allemands ont méthodiquement grignoté, récupéré les parties les plus juteuses. Ce sont eux qui règnent sur les activités de défense du groupe. Ils fabriquent l'Eurofighter, un vieil avion dépassé concurrent du Rafale. Ils ont donc besoin d'un successeur et du savoir-faire des Français. Attention à ce que ce futur avion européen ne soit pas le moyen de nous phagocyter. L'Allemagne estime que tout ce qui relève de l'industrie lui revient. Et on peut se demander si notre jeune président, dont les yeux brillent surtout pour les start-up, ne pense pas au fond de lui-même que l'avenir de notre pays ne passait plus par l'industrie, quelle qu'elle soit. Le piège des 3% se referme donc sur nous et sur ce qui restait encore de l'excellence industrielle française: les industries de défense.



Jean-Michel Quatrepoint

